

*Le budget—M. Kaplan*

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député dispose encore de deux minutes pour les questions ou commentaires.

**M. McKenzie:** Monsieur le Président, j'espère que le député de York-Centre (M. Kaplan) ne manquera pas d'informer le gouvernement libéral du Québec de ses inquiétudes au sujet du prix de l'essence, parce qu'il est en train d'imposer de nouvelles taxes très lourdes sur l'essence. C'est pour cela que le prix de l'essence est si élevé à Ottawa. Il ne va pas baisser parce que, même s'il est plus élevé ici que dans d'autres régions du Canada, les Québécois viennent quand même acheter leur essence ici.

Je ne comprends pas pourquoi le député n'a pas parlé de la promesse électorale des libéraux en 1980 de fournir de l'essence à bon marché aux Canadiens. Une fois que les libéraux et les néo-démocrates se sont entendus pour appuyer le Programme énergétique national, l'essence a augmenté de \$1.25 le gallon. Les Canadiens ont été obligés de sortir 1.1 milliard de dollars de leurs poches pour acheter Petrofina, l'une des transactions les plus lamentables jamais imposées au peuple canadiens. Cette transaction fait toujours l'objet d'une enquête par les services du vérificateur général. Et 1 million de dollars ont été versés au cabinet juridique de Suisse qui s'est occupé de la vente de Petrofina.

On ne peut s'empêcher de dresser l'oreille lorsqu'on entend le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) s'inquiéter autant du taux d'imposition. Le gouvernement néo-démocrate du Manitoba est pourtant celui qui impose le plus lourd fardeau fiscal du Canada, mais les néo-démocrates n'en soufflent mot.

**M. Parry:** Foutaise.

**M. McKenzie:** Écoutez-les crier et brailler. Ils se décideront peut-être un jour à parler des impôts élevés du Manitoba. Nos impôts fédéraux sont élevés parce que nous devons financer tous nos programmes sociaux qui représentent, entre les provinces et le fédéral, des versements de 62 milliards de dollars par année. L'essence est bon marché aux États-Unis, mais non pas les soins médicaux. Les spiritueux et le tabac aussi parce que les Américains n'ont pas nos programmes sociaux.

Cette période de 60 jours achève. Si les pétrolières ne baissent pas le prix de l'essence rapidement, les députés peuvent être assurés, monsieur le Président, que mes collègues de ce côté-ci de la Chambre ne manqueront pas de protester à qui mieux mieux auprès de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney).

**M. Parry:** Vous ne l'avez pas fait encore.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je donne la parole au député de York-Centre (M. Kaplan), car il n'a pas eu l'occasion de répondre.

**M. Kaplan:** Je suis persuadé que les Canadiens savent tout autant que moi que nous ne pouvons pas avoir des programmes sociaux gratuitement. Nous avons un régime de soins médi-

caux qui n'existe pas aux États-Unis. Les études universitaires coûtent beaucoup moins cher ici qu'aux États-Unis. Nous ne pouvons jouir de tels services sans bourse délier. Nos concitoyens savent bien qu'ils doivent payer des impôts pour de tels services. Ce n'est pas tant les impôts qui me gênent que la façon dont ils sont répartis, les riches en payant peu et les gens des classes moyennes et pauvres en payant beaucoup.

Je suis fort aise de pouvoir parler de la baisse de l'essence promise en 1980. Il est vrai que le prix à la pompe a augmenté lorsque le Programme énergétique national est entré en vigueur. Mais il avait augmenté encore plus sur les marchés internationaux. Or, les prix de l'essence ont fait un bond lorsque l'Accord de l'Ouest, la créature du nouveau gouvernement, a été conclu. Même après avoir baissé aux États-Unis, ils n'ont pas bougé au Canada.

**M. McKenzie:** Bien des gens sont retournés travailler en Alberta.

**M. Kaplan:** On peut toujours discuter des honoraires d'un million de dollars, mais personne ne peut nier que les Américains venaient s'approvisionner chez nous à l'époque du Programme énergétique national. Ils venaient en nombre toujours plus grand faire le plein aux stations-service de Windsor et de Vancouver. Maintenant que nous avons l'Accord de l'Ouest, personne ne peut nier non plus que nos concitoyens s'en vont faire le plein aux États-Unis. Voilà pour des gens qui parlent d'équité à l'égard des consommateurs.

De notre temps, les Américains voulaient profiter de notre système. Aujourd'hui, à l'heure conservatrice, les Canadiens se pressent aux frontières pour faire le plein aux États-Unis.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La période des questions et des commentaires est maintenant terminée.

● (1210)

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir dire quelques mots au sujet du budget. Comme je dois être bref, je traiterai uniquement de son incidence sur l'agriculture.

Les problèmes qui se posent dans l'agriculture sont bien définis. Tous les députés et tous les agriculteurs, j'en suis sûr, connaissent la nature de ces difficultés et ont même une idée de la façon de les régler. Nous savons ce qui ne va pas. Je suis sûr que même l'agriculteur qui occupe le poste de ministre des Finances (M. Wilson) connaît parfaitement ces difficultés. La façon de les régler est presque évidente. Si l'on payait un prix suffisamment élevé pour les denrées que produisent les agriculteurs, ceux-ci n'éprouveraient pas de difficultés. Ils seraient ainsi en mesure de payer leurs dettes. Lorsqu'il a élaboré son budget ou recherché une solution aux problèmes des agriculteurs, le gouvernement n'a malheureusement pas tenu compte du prix des denrées.